



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

BURUNDI

**Dégradation incessante des droits
sociaux-économiques et de la gouvernance**

*Rapport sur la gouvernance et les droits
socio- économiques au Burundi*

octobre 2017

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
INTRODUCTION	1
I. CONTEXTE D’INSECURITE, DE VIOLENCE ET DE MANIPULATION POLITIQUE DEFAVORABLE A LA SURVIE ET A L’ACTIVITE ECONOMIQUE	2
Sensibilisation et entraînements paramilitaires de la milice Imbonerakure	2
De la manipulation politique aux actes de violence contre les présumés opposants politiques du pouvoir CNDD-FDD.....	3
II. POLITISATION ET DESORDRE DANS LE SECTEUR DE L’EDUCATION NATIONALE.....	6
Taux élevé d’abandons scolaires.....	6
Abandons scolaires à l’ECOFO (1 ^{ère} -9 ^{ème})	6
Abandons scolaires dans le post-fondamental (1 ^{ère} et 2 ^{ème})	7
Un manque criant de matériel scolaire et d’enseignants	7
Mauvaises conditions de vie et intimidations des enseignants redéployés.....	9
Les activités scolaires suspendues suite au passage des hautes autorités	10
III. D’AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE ET SES CONSEQUENCES	11
Pénurie continue du carburant	11
Des contributions forcées incessantes et répétitives au Burundi	12
Détournement des aides destinés aux déshérités par l’administration à la base	13
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	15
Au gouvernement du Burundi :	15
A l’EAC, UA et ONU :	15

INTRODUCTION

Le régime du CNDD-FDD a mis dans ses priorités nationales la guerre contre les opposants politiques. Au lieu de se mettre à la table des négociations avec ses opposants afin de sortir de la situation, il passe tout son temps à arrêter des stratégies de guerre et d'autodéfense. Il s'investit corps et âme à la violence et à la guerre contre ses éventuels opposants politiques. Tous les autres domaines clés de la vie nationale ont été sacrifiés : l'économie est aux abois, l'éducation nationale est perturbée, le pouvoir se sert au lieu de servir son peuple.

Il y a lieu de croire que le troisième mandat du président Nkurunziza n'a pour mission que la répression et la violence contre des opposants à son régime, la préparation de la masse populaire à la lutte armée comme si le pays ne disposait d'aucune structure de défense et de sécurité.

Le rapport de FORSC du mois d'octobre 2017 met en exergue un contexte d'insécurité, de violence et de manipulation qui défavorise la survie et l'activité économique au Burundi. Les jeunes Imbonerakure suffisamment manipulés aux actes de violence agissent dans l'impunité totale, sèment la terreur et ne permettent plus aux burundais de vivre tranquillement dans leurs biens.

Le secteur de l'éducation n'est plus une priorité nationale compte tenu des défis qui le hantent. Un effectif important d'enfants a choisi d'abandonner l'école. Les élèves qui réclament d'être enseignés sont chassés définitivement de l'école en violation flagrante du principe de l'« intérêt supérieur de l'enfant » et livrés à la violence des Imbonerakure sur leurs collines.

Le rapport évoque aussi les spoliations, les harcèlements, les violences et les discriminations commis par les autorités publiques à l'endroit des déplacés de guerre de 1993 qui sont dans l'œil du cyclone, si rien n'est fait pour leur sécurité.

Le FORSC relève d'autres faits de mauvaise gouvernance tels les demandes incessantes de contributions forcées, les détournements des aides réservées aux populations vulnérables et la pénurie continue du carburant avec comme conséquences immédiates la flambée des prix des denrées de première nécessité.

Le rapport se termine sur des recommandations dans le sens de trouver des solutions au problème burundais.

I. CONTEXTE D'INSECURITE, DE VIOLENCE ET DE MANIPULATION POLITIQUE DEFAVORABLE A LA SURVIE ET A L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Une des raisons qui poussent les autorités burundaises à ne pas songer aux activités de développement, c'est la psychose de guerre que le Président Nkurunziza a développée depuis qu'il a brigué le troisième mandat illégal et illégitime. Il ne pense dès lors qu'à sa propre protection. Au lieu de se mettre à la table des négociations avec ses opposants afin de sortir de la situation, il passe tout son temps à arrêter plutôt des stratégies de guerre et d'autodéfense. Et comme il n'a pas totalement confiance en ses corps de défense et de sécurité, il entretient une milice qu'il arme et prépare pour défendre le pays en cas d'attaque et surtout pour éliminer systématiquement ceux qui sont contre son régime.

Sensibilisation et entraînements paramilitaires de la milice Imbonerakure

Selon des sources sur place en province Karusi, les Imbonerakure ont subi une formation militaire qui a pris fin le 20 octobre 2017. Ces entraînements ont eu lieu dans certaines communes de la province Karusi dont Nyabikere, Shombo, Gihogazi, Bugenyuzi et Buhiga. L'objectif de cette formation était de faire peur à l'ensemble de la population, intimider et torturer les opposants du CNDD-FDD jusqu'à ce que ces derniers adhèrent de force au parti au pouvoir et cela à partir de l'an 2018. Tous les opposants au régime du CNDD-FDD seront tués une fois qu'une attaque armée des rebelles serait déclenchée ou si une quelconque autorité est tuée. « *On nous demande de défendre le pays contre une éventuelle attaque extérieure si certains éléments de l'armée et de la police burundaises démontreraient une réticence à résister* », nous confie un jeune Imbonerakure qui a suivi la formation.

Dans la nuit du 20 décembre 2017, les Imbonerakure des collines de la zone Ruhororo se sont rassemblés au chef-lieu de la commune Ruhororo, province Ngozi. Selon des sources de certains Imbonerakure, l'objectif du rassemblement était de suivre les instructions émanant de leur président communal Ndikuriyo Jean Marie Vianney qui circule d'ailleurs sur toutes les collines de la commune pour rencontrer les Imbonerakure pendant les rondes nocturnes. Lors de ces rassemblements, ces Imbonerakure se subdivisent en petits groupes et reçoivent des mots d'ordre et des renseignements d'ordre militaires « *pour mieux combattre l'ennemi* », nous rapporte un de ces jeunes.

Dans la province Cankuzo, un mot d'ordre a été lancé aux jeunes du parti au pouvoir : « *Les Imbonerakure doivent être forts en jeux et au combat pour la paix* ». C'est dans ce cadre qu'un match de football a été organisé entre les Imbonerakure des communes Gisagara et Cankuzo samedi le 7 septembre 2017 au terrain de jeu du chef-lieu de la province Cankuzo.

Les parlementaires natifs de la province, les élus locaux, les hauts cadres œuvrant dans d'autres provinces, étaient tous présents y compris toutes les autorités locales. Dans son allocution, le chef des Imbonerakure à Cankuzo, Anicet Niyonkuru leur a dit que les Imbonerakure doivent être forts en jeux et au combat pour la paix comme ils l'ont démontré le jour du putsch manqué de 2015.

C'est au bar de la paroisse Muremera, en commune Kigamba où une réception a été organisée et où le discours de circonstance du président du CNDD- FDD a été prononcé. Tous les représentants des imbonerakure dans toute la province ont été invités à loger là afin de participer à une réunion du dimanche 8 septembre 2017.

La réunion s'est déroulée dans la salle de Nice piazza, et a porté essentiellement sur des discours de sensibilisation de la milice Imbonerakure afin d'accepter d'aller combattre les putschistes rebelles burundais qui se cachent au Congo et anéantir ces derniers avant d'attaquer le Burundi. La circulation autour de la salle fut bloquée par les Imbonerakure pendant les moments forts de la réunion pour que rien ne filtre particulièrement lorsqu'une autorité venue de Bujumbura prenait la parole. Cette autorité leur a donné une mission urgente d'aller identifier les Imbonerakures, ex-combattants rebelles du CNDD FDD et d'autres Partis et Mouvements Politiques Armés (PMPA), et puis les préparer et les envoyer au Congo le moment venu. Selon les proches des Imbonerakure, certains ont tremblé de peur alors qu'ils ne pouvaient pas s'y opposer. Anicet Niyonkuru a précisé lors de cette réunion que trois phases étaient prévues : l'Identification, la Formation et le Départ en RDC, nous a indiqué un participant à la réunion.

De la manipulation politique aux actes de violence contre les présumés opposants politiques du pouvoir CNDD-FDD

- (1) Pour démontrer sa force et donner un message clair à qui veut l'entendre, la milice Imbonerakure va jusqu'à imposer les heures de couvre-feu dans leurs circonscriptions respectives afin d'agir en toute liberté et commettre le maximum de dégâts sans devoir s'inquiéter. Dans la province Ngozi, province natale du Président Nkurunziza, depuis la semaine du 16 octobre 2017, sur la majorité des collines de la commune Ruhororo, la circulation nocturne, au-delà de 21h n'est pas autorisée. Cette mesure a été prise et mise en application par les Imbonerakure car ce sont eux qui contrôlent les activités nocturnes. Les résidents des différentes collines se demandent pourquoi ces couvre-feux alors que le gouvernement chante toujours que la sécurité est totale sur tout le territoire burundais. Ils pensent que ces Imbonerakure les empêchent de circuler pendant la nuit pour qu'ils ne puissent pas découvrir les secrets de ces derniers cars des informations qui parviennent à ces résidents disent que les Imbonerakure circulent avec des armes à feu.

- (2) En province Bujumbura, les habitants de la colline Kinyinya, zone Gatumba, commune Mutimbuzi dénoncent les tortures que les Imbonerakure leur infligent pendant les rondes nocturnes. Un citoyen de cette zone contacté affirme : « *Nous sommes fatigués d'être traités comme des hommes sans droits. Il faut que les autorités se ressaisissent, sinon c'est l'anarchie assurée* ». Les habitants de la localité accusent les membres du comité mixte de sécurité sur cette colline de les malmenés pendant leurs rondes nocturnes qui commencent à 19h30 jusqu'à une heure du matin. « *Ce n'est même pas un comité mixte, il est composé uniquement d'Imbonerakure* », souligne J.K., un habitant de Kinyinya. « *Lorsque nous les rencontrons, la nuit, ils nous tabassent, nous roulent dans la boue, nous ligotent ou nous triment jusqu'à la fin de la ronde* », ajoute G.S., son voisin. « *Tu dois payer de l'argent pour être relâché* », renchérit S.B., un autre habitant. Ces habitants pointent du doigt un certain Butoke, président du parti CNDD-FDD sur la colline Kinyinya, Innocent Harerimana alias Mvubu, Samson Kiyoka et un autre connu sous le surnom de Vétérinaire. « *Ils font la pluie et le beau temps. Les administratifs à la base ne peuvent rien contre eux. Ils sont plus forts qu'eux* », confie un autre habitant. « *Lorsqu'ils arrêtent des gens, ils les capturent comme du gibier, appellent directement le SNR ou la police et les véhicules accourent. Les suspects sont embarqués manu militari* », renchérit notre interlocuteur. « *Ces Imbonerakure concoctent des mensonges contre les opposants politiques pour trouver des alibis de leur faire du mal. Cette zone est sensible à cause de la frontière avec la RDC. C'est dangereux pour les opposants politiques* », témoigne un autre habitant.
- (3) En commune et province Muyinga, les jeunes Imbonerakure agissent sous les ordres d'un certain Shabani, chef de zone Cumba, responsable provincial de la ligue des jeunes Imbonerakure en province Muyinga. Ils exercent en lieu et place des agents de l'ordre et sèment la terreur dans tous les coins et recoins de la province Muyinga. Placés sur l'axe routier Muyinga – Petit Séminaire St Pie X de Rusengo, ces Imbonerakure brutalisent les piétons, les passagers à bord de vélos ou motos, tandis que ceux qui voyagent à bord des véhicules sont contraints de s'arrêter pour payer des contributions forcées. Les jeunes Imbonerakure recourent aux bastonnades des récalcitrants.
- (4) En province Muramvya, deux cas de disparitions forcées ont été enregistrés entre le 19 et le 23 octobre 2017. En effet, le Brigadier Cishahayo Gaston, opérateur radio au commissariat provincial de la police en province Muramvya est introuvable depuis jeudi le 19 octobre 2017. Il a été vu pour la dernière fois cette date vers 20 heures au centre de Bugarama à 15km du chef-lieu de la province Muramvya. Brigadier Cishahayo Gaston, originaire de la commune Mabanda, province Makamba, avait été intégré à la PNB en provenance du FNL de Rwasa-Agathon, et racontait parfois à ses amis qu'il était mal vu par ses collègues et spécialement le commissaire provincial. Selon certaines sources, au centre Bugarama, il était avec le responsable provincial de la documentation et le commissaire provincial de la PNB. Le commissaire provincial de la police est venu le lendemain de sa disparition, au domicile de la victime, mener une fouille-perquisition en défonçant la porte de sa chambre sans mandat du procureur.

Il a pris sur lui les effets de police (bottines, tenues, ceinturons et la radio Motorola). Le 2^{ème} cas est celui de Nsabimana Justin, cadre à l'ONG ADISCO, porté disparu depuis lundi le 23 octobre 2017.

- (5) Le nommé Nduwimana Ildephonse, un militant du parti UPRONA, aile Nditije, a été arrêté le 20 octobre 2017 par le Procureur de la République à Rutana, en complicité avec le responsable provincial de l'urbanisme prénommé Jérôme. Le nœud du problème est que le service de l'urbanisme voulait prendre 5m de la parcelle obtenue au moment où il était encore chef de zone. Le dimanche 22 octobre 2017, des Imbonerakure, profitant de son incarcération, ont procédé à la démolition de la clôture de sa parcelle.
- (6) En date du 21 octobre 2017, sur la colline Jomati, zone, commune et province Rutana, une députée issue du FNL/Rwasa élue dans cette même circonscription, madame Godeberthe Hatungimana a été malmenée par une quinzaine d'Imbonerakure dirigés par un certain Désiré Nduwimana, chef communal des Imbonerakure. Ils exécutaient les ordres de l'administrateur communal madame Isidora Nkundizanye et du président communal du CNDD/FDD prénommé Obed. Ils l'accusaient de tenir une réunion illégale des militants du FNL Rwasa. Deux militants FNL à savoir Sabimana Révérien et Bikorimana Cyriaque ainsi que 2 autres jeunes filles ont été arrêtés. Le véhicule du député a été sérieusement endommagé par la bande enragée.
- (7) En commune et colline Kabezi, dans la localité de Nyabage, province Bujumbura, le chef de poste du nom de Butovu a arrêté six personnes le matin du 21 octobre 2017, en les accusant de tenir une réunion illégale. Signalons que tous sont membres du parti FNL d'Agathon Rwasa. Le chef de poste les a remis au chef SNR Bujumbura du nom d'Ihorihozé Salvator. Les victimes sont Butoyi Claude Ninezera David, Ndayambaje Epimaque, Ntakiyiruta J M Vianney Nifashije Audifax et Manirambona Vianney.

Le nommé Thaddée, originaire de Gomvyi, commune Mutambu, province Bujumbura et représentant du FNL Agathon Rwasa a été arrêté par des Imbonerakures de sa localité en complicité avec les administratifs, en date du 13 octobre 2017. Il a été tabassé, torturé puis conduit dans un endroit qui reste inconnu de ses amis.

En cette même date du 13 octobre 2017, l'honorable indépendant Fabien Banciryano a été malmené par un groupe d'Imbonerakure qui était dirigé par le chef de colline Gifurwe Nshimirimana Mathias. Alors que ce parlementaire élu dans la coalition «Amizero y'Abarundi» (Coalition faite de l'UPRONA de Nditije et le FNL de Rwasa Agathon) s'apprêtait à animer une conférence publique sur la vie du héros Louis Rwagasore, un groupe de gens a fait irruption dans la salle à Musenyi en commune Mpanda, ont renversé les chaises et chassé les invités et ont recommandé au conférencier d'arrêter le discours et de sortir. Des policiers avaient tenté d'arrêter le désordre, mais semblaient plutôt soutenir les agresseurs. Fabien Banciryano avait pourtant informé tous les concernés à propos de cette activité et pointé du doigt le Gouverneur de province.

- (8) En date du 27 octobre 2017, le corps sans vie du nommé Thérance Niyonzima, élève en renvoi du Lycée Kayanza a été retrouvé suspendu sur un arbre sur la colline Rwingiri, commune Bugendana, province Gitega. Depuis son arrivée à la maison, il était sous menaces des jeunes Imbonerakure qui l'accusaient d'organiser une grève pour soutenir les opposants au régime en place. Les auteurs de ce crime n'ont pas été appréhendés, selon des sources sur place.
- (9) Un cadavre d'une personne du nom de Muzungu a été retrouvé dans la rivière kivogero, du côté du quartier dit Darfour, en zone Maramvya, commune Mutimbuzi, en date du 26 octobre 2017. Les sources sur place ont témoigné que la victime a été tuée par deux Imbonerakure, Bizimana Abraham et Shimirimana alias Shimwe et que ces derniers lui ont dépouillé de tout ce qu'il avait, y compris des téléphones et de l'argent. Le chef de cette colline Nzitunga a ordonné à tous les habitants de sa colline de parler le même langage pour couvrir cet acte ignoble commis par ses Imbonerakure.

II. POLITISATION ET DESORDRE DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Taux élevé d'abandons scolaires

Le manque de suivi et d'encadrement des écoliers et élèves, le découragement de l'apprenant, la politisation de l'école qui n'est plus la clé d'accès à l'emploi, tels sont les quelques facteurs qui expliquent pourquoi les enfants abandonnent l'école à un taux très inquiétant.

Dans la seule province de Muramvya par exemple, au cours de l'année scolaire écoulée (2016-2017), 3833 enfants dont 1961 garçons au fondamental, 667 garçons et 340 filles au post-fondamental ont été victimes d'abandons scolaires, comme le montre le tableau suivant :

Abandons scolaires à l'ECOFO (1^{ère}-9^{ème})

commune	garçons	Filles	Total	%
Bukeye	167	215	382	10.7
Kiganda	233	232	465	7.5
Mbuye	263	310	573	8.8
Muramvya	1042	888	1930	10.5
Rutegama	256	227	483	14.9
Total	1961	1872	3833	11

Abandons scolaires dans le post-fondamental (1^{ère} et 2^{ème})

commune	Garçons	Filles	Total	%
Bukeye	37	112	149	5.3
Kiganda	96	91	187	6.2
Mbuye	68	48	116	8.8
Muramvya	34	15	49	5.6
Rutegama	92	74	166	1.7
Total	327	340	667	5.4

Selon le Directeur Provincial de l'Enseignement (DPE), les causes principales de ces abandons sont surtout les grossesses non désirées, la pauvreté, les maladies, les désertions et l'instabilité des ménages.

La province scolaire de la province Kayanza compte à son tour 22000 cas d'abandons au cours de l'année scolaire 2016-2017, selon une source proche de la Direction Provinciale de l'Enseignement (DPE) de Kayanza. Les principales causes qui sont à l'origine de ce nombre alarmant d'abandons scolaires sont liées à la pauvreté des familles et à la famine qui sévit dans cette province, précise la même source. Cette dernière ajoute en outre que les responsables scolaires refusent de publier ce chiffre élevé d'abandons pour ne pas s'attirer les foudres des autorités du ministère de tutelle qui continue de tromper l'opinion nationale et internationale que les choses vont dans le meilleur des mondes dans le domaine éducatif.

Un manque criant de matériel scolaire et d'enseignants

Deux mois après le début de l'année scolaire, les élèves manquent cruellement d'enseignants au Burundi. Certains élèves prennent le courage de leurs deux mains pour réclamer paisiblement des enseignants, la police et l'administration répliquant par la violence. C'est le cas de la province Kayanza.

Les élèves du Lycée de Kayanza des sections techniques 2^{ème} années IT, ET, IM, ont organisé un mouvement de grève en date du 25 octobre 2017 pour réclamer des enseignants des cours techniques qui ne sont pas enseignés depuis le début de l'année scolaire. Au lieu d'écouter les grévistes, les autorités scolaires, l'administrateur communale de Kayanza, le commissaire de police provincial et les jeunes Imbonerakure ont organisé une répression violente au cours de laquelle des élèves ont été battus et d'autres arrêtés et incarcérés au cachot du poste de police du commissariat provincial. Par après, la Direction Provinciale de l'Enseignement, DPE en sigle, a décidé de renvoyer à la maison tous les élèves pour regagner l'école le 1^{er} novembre, accompagnés de leurs parents. La DPE Kayanza a néanmoins reconnu que la situation d'insuffisance d'enseignants, surtout dans les écoles techniques, est généralisée dans cette province d'enseignement. La DPE a renchéri en soulignant que dans toute la province, il y a un besoin de 833 enseignants dont 532 dans le 3^{ème} cycle, 169 dans le 4^{ème} cycle de l'enseignement primaire et 132 au post fondamentale. Elle a ajouté qu'il y a un total de 2635 heures non enseignées par semaine dans toute la province

Cela n'a pas empêché que 7 élèves de cet établissement scolaire soient chassés définitivement de l'école, accusés d'avoir été des organisateurs et meneurs de la grève. Il s'agit des délégués des trois classes et 4 élèves considérés comme promoteurs : Nshimirimana Holidès IM₂, Niyoyabiduhaye Laurine ET₂, Tuyisenge Noé IT₂, Tangishaka Thierry IT₂, Ndayikeza Chadrack IM₂ (délégué), Niyomuremyi Mélance IT₂ (délégué), Niyonkuru Thérèse ET₂ (délégué). Ce dernier a par la suite été assassiné à son domicile se trouvant en commune Bugendana, province Gitega par des Imbonerakure qui l'accusaient de vouloir travailler avec des rebelles qui combattent le pouvoir de Pierre Nkurunziza, en organisant une grève à son école.

A l'ECOFO Buhwanyi, située à la Direction Communale de l'Enseignement de Bukemba en province Rutana, les élèves de la 7^{ème} à la 9^{ème} avaient décidé de rester à la maison depuis la semaine du 22 octobre 2017 par manque d'enseignants. Mais une solution intermédiaire a été trouvée : des enseignants du lycée communal Bukemba de la même direction provinciale vont dispenser les cours pendant le jour du congé pédagogique qui est normalement consacrée à la préparation des leçons, et le feront jusqu'à ce que le ministère autorise les recrutements. Presque à la fin du premier trimestre, le ministère de tutelle n'avait pas encore rendu disponible le livre scolaire dans les deuxièmes années, alors que l'enseignement post fondamental arrive en seconde sauf dans les 11 écoles pilotes où on est en troisième année. Selon le DPE de Rutana, Siméon Ngenzebuhoro, les bancs pupitres manquent aussi. Il signale que 74 enseignants manquent dans sa circonscription. L'ETS de Rubaho ne disposait que du directeur et son préfet seulement. Il en était de même pour l'école technique de Bucaba en Zone Muzye, commune Bukemba. De même l'ETS de Rutana qui vient d'ouvrir ses portes n'avait aucun enseignant, sans parler du matériel scolaire et de l'équipement.

Signalons que le gouvernement a fait officiellement recours au redéploiement des enseignants comme solution mais au lieu de parier au problème, la situation s'est plutôt empirée, car certains enseignants ont choisi l'abandon du métier suite aux conditions de travail inacceptables imposées par ce redéploiement.



Grève pour réclamer les enseignants au Lycée communal de Kayanza. Un d'entre eux, Thérèse Niyonzima, en renvoie, a été tué le 27 octobre en commune Bugendana, province Gitega par des imonerakure qui l'accusaient de prêter main forte à la rébellion

Mauvaises conditions de vie et intimidations des enseignants redéployés

Le rapport du mois de septembre montre les irrégularités observées dans le redéploiement des enseignants qui n'a pas tenu compte des critères objectifs et des réalités sur terrain. Ce redéploiement est considéré par la plupart des gens comme des mutations punitives des enseignants non membres du parti présidentiel.

Les enseignants qui ont été redéployés vivent aujourd'hui dans des conditions insupportables. Certains sont contraints de travailler dans des écoles qui se trouvent très loin de leurs domiciles.

La mort dans l'âme, des enseignants qui se sont présentés sur leurs postes d'attache racontent le calvaire qu'ils vivent. Madame XY travaillait au Lycée Municipal de Nyakabiga, en Mairie de Bujumbura. Elle a été redéployée à une direction communale de l'enseignement, dans une des communes de la province Cibitoke. Dès son arrivée à son poste d'attache, le Directeur la reçoit. Ce dernier lui pose la première question : « Quel est ton lieu de culte ? » : un jargon qui signifie « quel est ton parti politique? ». La deuxième chose était de lui signifier que la commune a un projet de construire une paroisse (paroisse = permanence du parti CNDD-FDD) et que son apport financier doit être remarquable.

Le deuxième enseignant est aussi une dame qui enseignait au Lycée Reine de la paix en zone urbaine Ngagara, ex Lycée Pédagogique de Ngagara, redéployée malgré son ancienneté de 13 ans de service. Mutée à un des lycées communaux de la province Bujumbura, elle vit dans le calvaire le plus dramatique d'un fonctionnaire burundais. Pour rejoindre son poste d'attache, elle prend d'abord un bus qu'elle paie 1500Fr, puis une moto pour 3000Fr qui ne lui fait pas arriver à cette école enclavée de route. Elle doit continuer le reste du trajet à pied.

Arrivée le premier jour à cette école, le Directeur lui a demandé son appartenance politique avant de lui signifier qu'elle devra se présenter au salut du drapeau à 7h30 comme tout le monde, sans aucune autre forme de procès.

Consécutivement au redéploiement sélectif et punitif décidé par le régime de Pierre Nkurunziza contre les enseignants qualifiés d'opposants politiques et présumés, les conditions de travail de ces derniers sont pitoyables, certains ont dû abandonner le métier.

A la DPE Gitega, 12 enseignants de la DCE Gitega, toutes veuves, viennent de déposer le tablier car se trouvant dans des conditions impossibles de continuer à travailler plus loin de leurs domiciles laissant seuls les enfants. Le conseiller du DCE, s'en félicite, il dit que c'est une bonne occasion pour les remplacer par les membres du parti au pouvoir, chômeurs qu'il appelle "abacu" « les nôtres », selon des sources proches de ce responsable scolaire.

Dans la même province, à l'ECOFO Gasongati, commune Bukirasazi, 5 y ont été redéployés, 3 viennent de la ville de Gitega et 2 de la province Bururi. Les jeunes Imbonerakure organisent des exercices physiques au terrain de l'école pendant les cours, en chantant des

slogans de terreur pour forcer ces enseignants à partir : « Abahaje batahazi bazohabona;uwudashirira azokwibonerako » ce qui signifie « Ceux qui sont venus ici ne nous connaissant pas, celui qui n'est pas membre de notre parti en verra les conséquences ». Le 20 octobre 2017, le chef des Imbonerakure dans cette localité le prénommé Léandre a demandé à ces cinq enseignants de contribuer pour leur sécurité personnelle assurée par ces jeunes Imbonerakure.

Les activités scolaires suspendues suite au passage des hautes autorités

En date du 25 octobre 2017, une vingtaine d'écoles de la commune et province Rumonge ont suspendu les activités et ont aligné leurs écoliers et élèves pour saluer le passage du Président Nkurunziza. La circulation était suspendue depuis la Mairie de Bujumbura à partir de l'école internationale. Les bus de transport n'étaient pas autorisés à emprunter la RN3. Après son passage, les habitants de la ville de Rumonge n'ont eu de répit puisque la police a de nouveau été redéployée sur la route pour empêcher la circulation. C'était le tour du Président du Sénat Burundi à effectuer son passage pour se rendre en province Makamba. Les habitants regrettent que les déplacements des autorités paralysent les activités tant publiques que privées. Les boutiques restent fermées et la circulation est bloquée pendant plusieurs heures. Souvent des jeunes Imbonerakure en profitent pour malmener des personnes qui tentent d'aller près de la route. Tout le monde se confine dans des maisons ou doit retourner le dos pour ne pas jeter le moindre coup d'œil au convoi présidentiel.



Des élèves sur la voie publique pour applaudir le passage du Président Pierre Nkurunziza en province Rumonge



III. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE ET SES CONSEQUENCES

Pénurie continue du carburant

Le manque de devises entraîne la pénurie de plusieurs produits que le pays importe de l'étranger car la monnaie burundaise ne dépasse pas les frontières du pays au niveau des paiements autorisés. Le plus sensible de tous ces produits essentiels se trouve être naturellement le carburant dont la pénurie entraîne la hausse des prix des denrées de première nécessité.

Dans la capitale Bujumbura, presque toutes les stations visitées ce mois d'octobre 2017 étaient à sec, les stocks étaient vides. Des longues files d'attentes s'observaient sur les quelques stations qui possédaient du carburant.

Des conducteurs de motos communément appelés taxi-motards retrouvés dans les rues de Bujumbura se plaignent. L'un d'eux explique : "Je viens de passer deux semaines sans travailler à cause du manque de carburant. Je vis uniquement de ce travail et je ne vois plus où je vais trouver à manger." Et d'ajouter : "...nous demandons au gouvernement d'essayer de trouver une solution à cette pénurie pour que nous puissions continuer à survivre"

Dans les files d'attentes, les frustrations se lisaient sur les visages des conducteurs de transport en commun et les taxi-motards. Ils disent manquer de recettes à remettre à leurs patrons : « si nous ne sommes pas servis sur les stations, nous devons faire recours au marché noir où le prix d'un litre d'essence varie entre 3000 et 4000fbu » déclarent-ils.

Un chauffeur de taxi-moto communément appelé « tuk tuk » rencontré sur la station BUPP, s'indigne de la situation : "ça fait trois jours que je suis sur cette file d'attente, je ne sais pas quand je serais servi, et le propriétaire de la moto me demande chaque jour le versement. Où le trouverai-je ?"

Non seulement l'essence manque mais aussi le mazout. Un président d'une association rencontré au centre-ville nous a indiqué qu'il attendait un bidon de mazout qui lui venait de la commune Matana, province Bururi pour pouvoir démarrer sa voiture de marque Jeep parce qu'à Bujumbura il n'en trouvait pas.

En date du 26 octobre 2017, l'essence semblait être disponible dans quelques stations visitées notamment la station MOGAS, mais le lendemain la situation est redevenue sèche. C'est pour la nième fois durant cette année que cette pénurie se fait remarquer au Burundi.

En province Rutana, les prix de certains produits de première nécessité ont flambé à cause du manque de carburant. A titre d'illustration, le sac de ciment est passé de 24000 à 36000FBU. Les prix d'autres matériaux de construction ont également flambé à cause du prix de transport.

En province Cibitoke, un litre d'essence coûte entre 4500 à 5000 Fbu au marché noir. Le commissaire provincial de la police est le premier vendeur du carburant sur le marché noir par le biais des Imbonerakure.

Des contributions forcées incessantes et répétitives au Burundi

La rupture des financements décidée par les partenaires financiers pousse le régime de Pierre Nkurunziza à recourir aux contributions financières exigées de manière incessante à la population burundaise

Dans la province de Bujumbura, une contribution mensuelle est exigée par l'administration. « *Chaque ménage doit payer 300Fbu destinés à des comités mixtes de sécurité* », indique un habitant. « *Si tu vends une parcelle de plus d'un million, la contribution est de 5000Fbu. Moins d'un million, c'est 4000Fbu* », assure un autre. Ces habitants ne comprennent pas pourquoi ils doivent payer alors qu'il y a des forces de l'ordre chargées d'assurer la sécurité. « *Pourquoi payer pour des gens qui nous tabassent et qui nous volent ?* », s'insurge R.M., très en colère.

« *Ces contributions sont perçues sur toutes les collines. C'est pour leur acheter des crédits de recharge pour qu'ils puissent alerter en cas de problème* », explique Hussein Ntahetwa, chef de zone Gatumba. En ce qui concerne les accusations contre les Imbonerakure, il les balaie du revers de la main. « *Cela n'existe plus.* » Il fait savoir que les membres des comités mixtes de sécurité qui se sont comportés d'une manière inappropriée ont été punis. Pour lui, ceux qui tiennent de tels propos ont une image désuète de Gatumba. Il exhorte ses administrés à porter plainte à la police lorsqu'ils sont victimes d'un mauvais traitement. Interrogé, un Imbonerakure dénommé Butoke n'a pas voulu s'exprimer sur ces accusations.

Dans la province Ngozi, en date du 18 octobre 2017, une réunion des parents a été organisée et animée par le Directeur de l'école fondamentale Nyamugari I connu sous le prénom de Méthode. Le Directeur a profité de l'occasion pour sensibiliser les parents en les informant qu'il est prévu une contribution de deux milles francs (2000F) en vue de construire un bureau des enseignants du quatrième cycle. Les contributions débiteront à partir du deuxième trimestre. Les parents des élèves présents suggèrent que la demande des contributions tienne compte de la situation économique actuelle car la majorité des familles souffrent d'une forte pauvreté. Ils regrettent que ces contributions pour la construction des écoles et des bureaux soient demandées au moment où le gouvernement finance les communes à hauteur de cinq cent millions de francs burundais par an (500.000.000 Fbu) pour son auto-développement. Les victimes de ces contributions forcées se posent la question de savoir où est partie cette politique de développement des communes.

En province Muyinga, le 12 octobre 2017, le Gouverneur de province, Mme Aline Manirabarusha a adressé une correspondance aux différents chefs de service. Cette correspondance avait comme objet « Mobilisation des fonds pour appui aux matches ». Des commentaires recueillis auprès de certains contribuables font état d'un abus de la part des autorités actuelles étant donné que ces dernières connaissent bien les conditions de précarité que vivent les fonctionnaires sans oublier les commerçants et hommes d'affaires. Au cours de cette période d'après la rentrée scolaire 2017 – 2018, tout le monde court dans tous les sens pour pouvoir joindre les deux bouts du mois. Au lieu de songer à dilapider les biens communs, murmurent tout bas les citoyens de Muyinga, l'autorité devait initier des actions contribuant à la normalisation des conditions d'existence socio-économiques vitales.

La situation est d'autant plus grave lorsque le problème de carburant s'aggrave de jour en jour, la rareté des produits Brarudi, les policiers de la « Police de Roulage » qui rivalisent dans la perception frauduleuse d'argent. Les gens se lamentent et continuent à se lamenter mais l'autorité publique en reste insensible. Un taxi – moto qui s'était rendu à Kabanga en date du 10 octobre 2017 relate ses mésaventures au poste frontalier de Kobero. Croyant qu'il n'allait pas rencontrer de problème, car membre du CNDD-FDD, il s'était muni d'un bidon de 20 litres à approvisionner à côté du réservoir de la moto. A l'allée, les policiers lui ont demandé de le laisser à Kobero et de remplir uniquement le réservoir de la moto. Au retour de Kabanga, il était contraint de verser l'équivalent de l'argent dépensé pour achat de carburant aux policiers, sous peine de confisquer la moto. La mort dans l'âme, le motard leur versa une somme forfaitaire de 30.000 FBU. Toujours, selon la même source, avec le taux de change, la monnaie burundaise qui dégringole chaque jour (130 Fbu contre 100 Shillings Tz), un litre d'essence lui avait coûté environ 2950 Fbu. Signalons que shilling Tanzanien n'avait jamais eu la valeur supérieure au franc burundais.

Détournement des aides destinés aux déshérités par l'administration à la base

Les organisations non gouvernementales ne fonctionnent pas librement ces derniers temps. Les administratifs à la base s'ingèrent trop dans la gestion de ces organisations et les résultats attendus ne sont jamais atteints. L'évaluation de CRS Muyinga en est un exemple patent. Les services réservés aux déshérités ont été détournés au profit des administratifs, aux familles de ceux-ci et d'autres en ont bénéficié sur fond de corruption.

Une équipe de Consultants dirigés par des personnes de nationalité américaine ont séjourné quelques jours en province Muyinga pendant ce mois d'octobre 2017. Leur visite s'inscrivait dans le cadre de l'évaluation des activités dévolues au programme de CRS (Catholic Relief Service) dénommé « AMASHIGA » qui se traduit en Français « Trépieds » qui a démarré en 2014. L'appellation « AMASHIGA = Trépieds » symbolise trois (3) volets interdépendants qui sont 1°) Agri-élevage ; 2°) Nutrition et 3°) Bonne Gouvernance. Le deuxième volet qui est consacré à la Nutrition est centré sur la distribution de la bouillie fortifiée aux femmes enceintes et allaitantes pour combattre la malnutrition sévère.

Au départ l'identification des bénéficiaires a été caractérisée par beaucoup d'irrégularités surtout de la part de l'administration à la base qui exigeait des pots de vin, des trafics illicites de tout acabit. Le constat aujourd'hui est que sur terrain, les femmes qui ont bénéficié de la bouillie ne sont pas celles qui en avaient le plus besoin. Les chefs de collines, dans la phase d'identification, auront brillé dans le favoritisme. Ainsi, le taux de malnutrition reste trop élevé surtout dans les communes pilotes (Buhinyuza, Butihinda et Mwakiro).

Le 1^{er} volet dévolu à l'Agri-élevage n'a pas du tout non plus évolué. Les descentes ont fait constater aux évaluateurs que les compostières n'existent que de nom, les relevées sont fictives, les bêtes sont distribuées aux autorités administratives, bref, les résultats attendus n'ont pas du tout été atteints. Globalement, l'on est porté à croire que le troisième volet qu'est la Bonne Gouvernance n'a que foiré, eu égard aux deux autres volets qui ont été émaillés par une gestion calamiteuse et une malversation sans nom.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le régime politique du CNDD-FDD a choisi la violence et la guerre. Il semble n'être pas prêt à sortir de l'impasse dans laquelle il est plongé car, au lieu de changer ou d'améliorer ses modes d'administration pour le bien-être de la population burundaise, il s'enfonce dans le mal absolu. Le pouvoir ne fait qu'exploiter et aggraver la misère de la population au profit des intérêts politiques de quelques ténors du parti de l'aigle. Les jeunes Imbonerakure font la loi partout. Le système éducatif est relégué au second plan, tandis que la mauvaise gouvernance bat son plein.

Suite à tout ce qui précède, le FORSC recommande :

Au gouvernement du Burundi :

- De participer au dialogue inclusif en vue d'une solution pacifique à la crise ;
- De désarmer les membres de la Ligue des jeunes Imbonerakure ;
- De mettre fin aux contributions financières forcées.

A l'EAC, UA et ONU :

- D'intervenir pour protéger les Burundais en détresse ;
- De contraindre le régime de Pierre Nkurunziza à négocier et à abandonner son projet de révision de la constitution.